

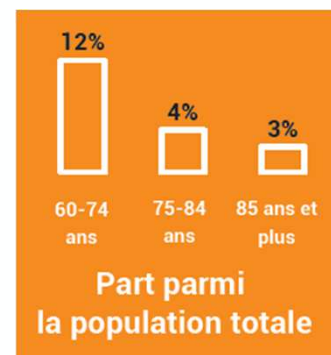


# Réforme des services autonomie à domicile

# Le contexte réglementaire

- La réforme des services autonomie s'inscrit dans un large contexte politique qui, depuis la loi de 2002, a connu des évolutions majeures : la loi A.S.V. (Adaptation de la Société au Vieillissement) de 2015, la création de la 5<sup>ème</sup> branche de la Sécurité Sociale confiée à la C.N.S.A. (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) en 2020 et la promulgation de la loi « Bien Vieillir » en avril 2024, avec la création du Service Public Départemental de l'Autonomie (S.P.D.A.). Cela se traduit par une volonté de renforcer le pilotage, d'améliorer la coordination, de développer la prévention et de soutenir le secteur du domicile.
- Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement des services autonomie à domicile. Il contient le cahier des charges en annexe.
- Depuis le 30 juin 2023, la réforme des S.A.D. est entrée en vigueur. Elle modifie les missions, les principes d'organisation et de fonctionnement des S.A.A.D. (service d'aide et d'accompagnement à domicile), des S.S.I.A.D. (service de soins infirmiers à domicile) et des S.P.A.S.A.D. (service polyvalent d'aide et de soins à domicile). Ce changement introduit une distinction entre les :
  - Les S.A.D. qui ne dispensent que de l'aide
  - S.A.D. « mixtes » qui dispensent de l'aide et du soin,
- Les S.A.A.D. existants sont réputés autorisés en tant que SAD pour la durée restante de leur autorisation initiale, mais ils ont deux ans pour se mettre en conformité avec le cahier des charges à compter du 30 juin 2023.
- A compter du 30 juin 2023, les S.S.I.A.D. ont un délai de 2 ans et demi pour s'adjoindre une activité d'aide, sans laquelle ils ne pourront poursuivre leur activité. La demande de fusion des autorisations pour constituer un S.A.D. « mixte » est à formuler après de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) et du Conseil Départemental (C.D.) avant le 30 juin 2025.

# Éléments de diagnostic : chiffres clefs



# Le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.)

Ce service propose au résident l'intervention d'une aide à domicile pouvant l'accompagner dans les actes de la vie quotidienne (aide au coucher et lever, aide à la toilette, entretien du logement...). Il intervient uniquement dans les résidences autonomie, sous forme prestataire.

Les interventions sont planifiées **du lundi au samedi de 8h30 à 20h30**. Les dimanches et jours fériés, un service extérieur peut intervenir à la demande et au libre choix du résident.

La nature de l'aide apportée dépend de la demande de la personne et de l'évaluation de ses besoins faite par la responsable de la résidence ou les services financeurs (Département, caisses de retraite).

- Le personnel intervenant représente **10,46 ETP**, et est composé de **8 agents** dont les missions relèvent à 100% de l'aide à domicile, et d'agents polyvalents sur des temps partiels, ainsi que des agents remplaçants vacataires.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le tarif autorisé est de **23,50 € de l'heure** (22 € en 2022, 23 € en 2023).
- Le service est intervenu auprès de **132 bénéficiaires** (123 en 2022)
- La majorité des bénéficiaires du service, soit **64 %** d'entre eux, **bénéficient de l'APA** (60% en 2022). **32%** financent eux même intégralement les prestations (37% en 2022).
- Le service a réalisé **14 366 heures** (13 228 heures en 2022 et 12 885 heures en 2021)
- Les heures réalisées sont financées : par l'APA pour 75 %, par la CARSAT pour 2 %, par la PCH pour 1 %, sans aide financière pour 22 %.

# Le Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD)

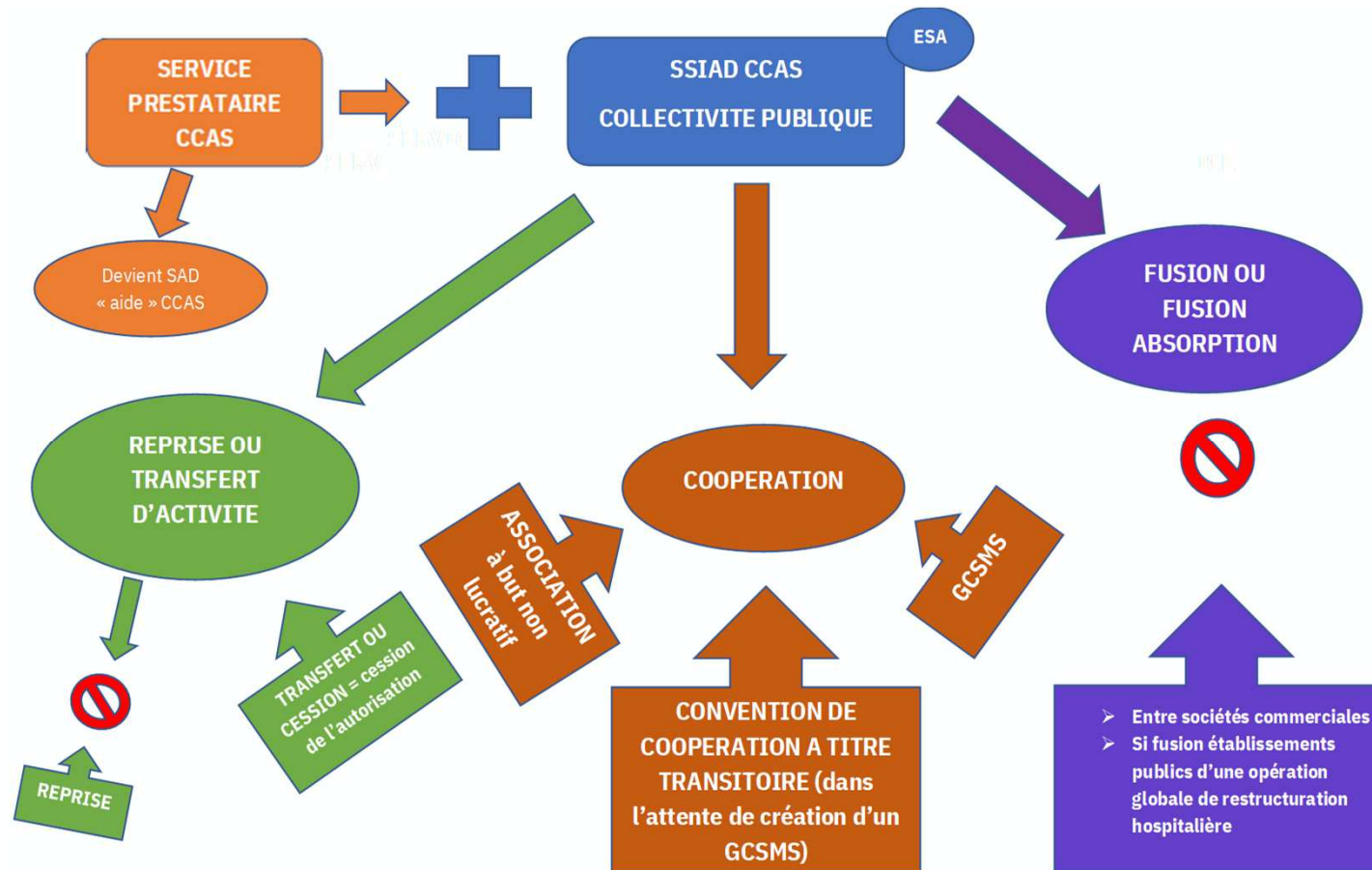
Le SSIAD assure, sur prescription médicale au domicile des personnes âgées, des soins d'hygiène et infirmiers aux personnes dépendantes ou en situation de handicap.

- Effectif du service : **24,33** Equivalent Temps Plein (assistante administrative, aides-soignantes, infirmières, infirmières coordonnatrices et responsable de service) ;
- Capacité du SSIAD : **86** prises en charge au total (**77** places pour les personnes âgées et **9** places pour les personnes en situation de handicap) ;
- Dotation globale de soins : 1 467 976€.
- **240** nouvelles demandes (contre 235 en 2022). Demandes émanant à 61 % du domicile et à 39 % d'un établissement hospitalier ;
- **226** prises en charge en file active (209 en 2022) ;
- **61,5 % de femmes** et une moyenne d'âge de **78 ans** ;
- **46,5 %** des patients pris en charge ont entre **75 et 89 ans** ;
- **58 %** sont en **GIR 4** (59 % en 2022) ;
- **19 008** visites à domicile (+ 1274 par rapport à 2022).

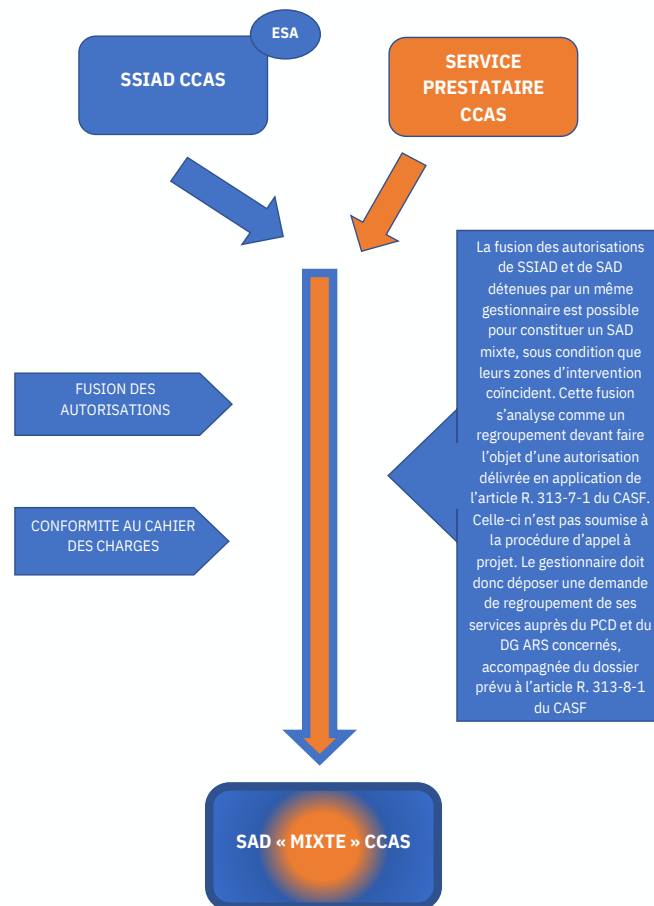
## La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.) : les options pour le CCAS (1/3)

- Le service prestataire peut continuer à fonctionner seul et devenir S.A.D. en se conformant au cahier des charges : sortir des résidences autonomie, travailler les dimanches et fêtes ...
- Pour le S.S.I.A.D. qui ne peut pas continuer à fonctionner sans une activité « aide », le C.C.A.S. a plusieurs options :
  - Le céder à un autre gestionnaire (transfert ou cession)
  - S'adjoindre un S.A.A.D. d'un autre gestionnaire (coopération via la création d'une association ou d'un G.C.S.M.S.)
  - Fusionner en interne avec le service prestataire

# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.) : les options pour le CCAS (2/3)



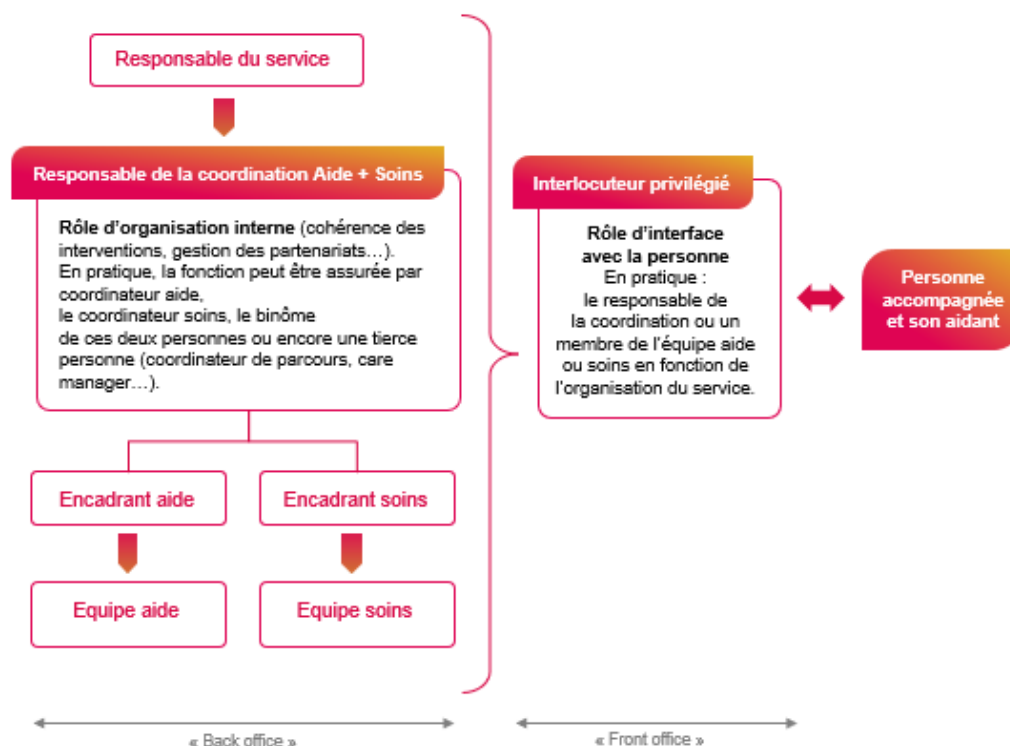
# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.) : les options pour le CCAS (3/3)





# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

## RÉCAPITULATIF : SCHÉMA MODÈLE INTÉGRÉ



# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

## Gouvernance du projet

- Un COPIL lors des points « personnes âgées » composés des élues du secteur et des membres la direction : DGA, DSCS, SDA, services concernés,
- Un COTECH réunissant les responsables des services concernés, a vocation à s'élargir,
- Association d'autres services et directions concernés : D.R.H., D.A.J, D.S.I.N., D.F., services de la DSCS
- Les instances : Conseil d'Administration du CCAS, C.S.T., F3SCT

# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

## Les prérequis

- Constitution d'une équipe unique selon les modalités du cahier des charges : définition des postes, de la fonction de coordination, création d'un poste d'encadrant « aide »
- Une couverture territoriale identique pour « l'aide » et « le soin » : la commune de Rouen
- Des locaux communs : à la Maison des Aînés, au 1<sup>er</sup> étage
- Un système d'information commun : logiciel avec dossier usager informatisé, outil de liaison unique

# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

## Les financements

Maintien de 2 budgets dissociés après autorisation de fusionner :

- Le financement du soin repose sur le forfait global de soins versé par l'ARS, et une dotation de coordination versée pour financer des actions garantissant la cohérence des interventions du service « mixte ».
- Le financement de l'aide et de l'accompagnement comprend le tarif horaire versé par le CD pour les services habilités à l'aide sociale, et le cas échéant, la dotation complémentaire liée au CPOM.

# La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

## **Contractualiser un CPOM tripartite : CCAS/CD/ARS**

Répondre lors des appels à candidature prévus jusqu'en 2030. CPOM sur 5 ans.

- Donne droit à la dotation complémentaire de 3.411€/h
- L' appel à candidatures vise à sélectionner les SAAD pouvant bénéficier de la dotation complémentaire pour le financement d'actions répondant aux 4 objectifs prioritaires du Département :
  - 1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités ;
  - 2° Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;
  - 3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire ;
  - 4° Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants.

## La création d'un Service autonomie à domicile (S.A.D.)

- Envoi du dossier de demande d'autorisation de création d'un SAD « mixte » au CD et ARS avant le 30 juin 2025
- Le CD et l'ARS ont 6 mois pour apporter leur réponse
- Démarrage du Service autonomie à domicile « mixte » : le 1<sup>er</sup> janvier 2026